

Société | Le logement social en 2020 : oublié des élus et de l'Etat ?



Entre Covid 19 et élections municipales à rallonge, l'année 2020 n'aura pas été bonne (non plus...) pour le développement du logement social en Nouvelle-Aquitaine, pas plus qu'au niveau national. C'est un des constats négatifs que dressait Muriel Boulmier, présidente de l'Union régionale Hlm Nouvelle-Aquitaine, en début de semaine lors d'une conférence de presse de rentrée. A ce point noir, la Présidente ajoute une vive critique du Plan de Relance, ou encore l'appel à de « vraies réponses » en matière de sécurité dans les quartiers et au-delà.

La construction de logements neufs, et qui plus est de logements sociaux, serait-il le grand oublié du Plan de Relance du gouvernement ? Il semblerait, à en croire Muriel Boulmier, Présidente de l'Union Régional Hlm de Nouvelle-Aquitaine. « Alors que nous sommes prêts à faire des investissements lourds, et qui sont autant de soutiens à l'emploi des entreprises du BTP de la région, il n'y a pas de soutien volontariste sur la construction neuve dans ce Plan de relance », regrette-t-elle. Et ce d'autant plus dans un contexte de demande croissante de logements sociaux.

Son constat est tout aussi amer en matière de réhabilitation énergétique des habitats. « Sur la réduction de la facture énergétique, nous pourrions être porteurs de projets de réhabilitation sur 11 000 de nos logements à l'échelle de la région, c'est 470 M€ de travaux qui pourraient être lancés sur l'année... » Mais le calcul de la désillusion est rapide : « L'enveloppe du Plan de relance en la matière, est, France entière, de 250 M€. La Nouvelle-Aquitaine, n'est dotée que de 8 M€... Si on suit les critères de l'Etat, seuls 750 logements pourraient réellement être pris en compte... » Une goutte d'eau au regard des projets initialement envisagés par les organismes de Nouvelle-Aquitaine.

Bordeaux Métropole: -30% de projets de construction

Une mauvaise nouvelle pour un secteur du logement social dont les résultats pour 2020 ne sont pas à la hauteur des attentes. Tant au niveau national que régional. « 87 000 logements sociaux ont été prévus au niveau national au lieu des 110 000 annoncés au début de l'année 2020. On revient en 2014, c'est un bond en arrière considérable ! », souligne Muriel Boulmier. Et dans la région, sur les presque 10 000 projets annoncés, seuls 7805, soit 17% de moins, sont réellement inscrits à l'ordre du jour ». Une baisse « absolument conséquente » qualifie la

présidente de l'Union régionale ; le tout dans un contexte où « la demande est toujours présente, et qu'on annonce une crise économique importante sur 2021 et 2022, et donc une fragilité économique qui va s'installer dans les familles les plus modestes ».

La raison de ces chiffres à la baisse, le classique attentisme lié aux élections municipales d'autant plus accentué en 2020 par « le décalage du deuxième tour des élections et le nombre important de nouveaux exécutifs qui se sont installés ». Un phénomène d'attentisme qu'elle pointe particulièrement sur Bordeaux Métropole, qui sur 2020, enregistre une baisse de près de 30% de ses projets de construction de logements sociaux. En effet, sur les 3000 projets inscrits en objectif annuel du programme local de l'habitat, seuls un peu plus de 1730 ont été effectivement programmés.

"La lutte contre le réchauffement climatique ne doit pas faire obstacle aux solidarités"

Pour autant, Muriel Boulmier ne veut pas oublier de saluer les autres territoires de la Nouvelle-Aquitaine, et « notamment les villes moyennes et les zones rurales, qui eux, ont mené des projets. Des territoires qui croient à une certaine dynamique et osent poser les actes du développement par le logement », s'enthousiasme-t-elle. Et de citer en exemple, la Dordogne, le Lot-et-Garonne, la Haute-Vienne, le Lot-et-Garonne ou encore le département des Deux-Sèvres qui se démarque particulièrement avec un nombre de projets quasiment doublé par rapport à 2019.

Cela dit, pour contrer les faiblesses mises en exergue cette année, la Présidente de l'Union régionale Hlm a une demande nette auprès des collectivités « créer les conditions d'une politique foncière sociale. Au-delà de la relation entre les collectivités locales et les acteurs du logement social, il n'y aura pas de logements s'il n'y a pas de foncier pour le faire ». Autre demande : rééquilibrer les politiques : « Sans vouloir polémiquer, il ne faut pas que l'objectif de la lutte contre le réchauffement climatique fasse obstacle aux solidarités ». Voilà qui est dit...

Une lutte contre le réchauffement climatique dans laquelle la représentante des organismes HLM de la région s'inscrit en plein.... mais pas à coup « d'expérimentations ou d'habitats militants », prévient-elle. Pour ce faire, indique-t-elle le conseil d'administration de l'UR Hlm a décidé le 25 janvier, de mettre en place un groupe de travail dédié à la construction Bas Carbone. Objectif à moyen terme : permettre le lancement d'un ensemble d'actions avec les acteurs de la construction pour concilier le bien-être des habitants avec la lutte contre le réchauffement climatique.

"Il faut redonner vie à la police de proximité"

Enfin, dernier point, dramatiquement d'actualité, évoqué par Muriel Boulmier : la sécurité. « La tendance est à la dégradation lente et continue, les bailleurs sociaux ont multiplié les alertes qui sont restées lettre mortes », regrette celle qui pointe également que « le phénomène se développe au-delà des "quartiers" proprement dits, mais aussi dans les villes et les zones rurales. Sur ces territoires aussi on est déjà loin des simples incivilités ».

Dans certains quartiers les bailleurs sociaux sont souvent les derniers à être présents, ajoute-t-elle. « Nous attendons de vraies réponses de l'Etat et des collectivités ! On veut bien être représentant de politiques républicaines, mais on ne peut pas être chargé des politiques régaliennes ! », clame-t-elle. Parmi les pistes d'apaisement qu'elle préconise : « il faut redonner vie à la police de proximité, ainsi qu'aux conférences partenariales de sécurité locale qui rassemblent, les services de l'Etat, les collectivités et bailleurs sociaux. Dans bien des endroits ces conférences ne sont plus réunies », regrette-t-elle avant d'ajouter : « Et il nous faudra sans doute, aussi, être un peu plus innovants que nous l'avons été jusque là. »



Solène Méric

Crédit Photo : Jean-Louis Zimmermann

Publié sur aqui.fr le 28/01/2021

[Url de cet article](#)